Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
5 NOV. 1951
Transmis à M. Bureau
Overgemaakt aan de H. Coordination

GK. — 1 — L. 2341/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 4 septembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "établissant une surtaxe sur la partie exceptionnelle de certains revenus de l'exercice 1952", a donné en sa séance du 9 octobre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e September 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot instelling van een bijbelasting op het uitzonderlijk gedeelte van zekere inkomsten van het dienstjaar 1952", heeft ter zitting van 9 October 1951 het volgend advies gegeven :

De nombreux articles du projet de loi soumis au Conseil d'Etat reproduisent des textes de la loi du 10 janvier 1940 et de la loi du 16 octobre 1945.

Le Conseil d'Etat a évité autant que possible de corriger ces dispositions; la prudence commande, en effet, de maintenir les textes anciens alors même que la rédaction n'en serait point parfaite, parce que la jurisprudence a fixé leur sens et qu'une modification de forme peut rouvrir des contestations et mettre en doute des interprétations considérées comme définitives.

\+

\+ +

La réduction de 20 p.c. prévue par l'article 7, § 3, est sans application possible aux redevables dont l'exercice correspond à l'année civile, c'est-à-dire au plus grand nombre des redevables.

\+

\+ +

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI ETABLISSANT UNE SURTAXE SUR LA PARTIE EXCEPTIONNELLE DE CERTAINS REVENUS DE L'EXERCICE 1952.

---

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Il est établi une surtaxe sur la partie exceptionnelle des revenus énumérés ci-après réalisés en Belgique ou à l'étranger pendant l'année 1951, ou, lorsqu'il s'agit de redevables qui tiennent une comptabilité régulière autrement que par année civile, pendant l'exercice clôturé au cours de l'année 1952 :

1° les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques indiquées à l'article 25, § 1er, 1°, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

Pour la détermination des bénéfices des sociétés par actions, il est tenu compte des bénéfices non distribués, des dividendes distribués ainsi que des rémunérations fixes et variables allouées ou attribuées, même en vertu d'un contrat d'emploi, aux administrateurs, commissaires et autres personnes énumérées à l'article 25, § 1er, 2°, littera b, des lois coordonnées précitées, même si ces personnes ont perdu cette

.../...

qualité après l'ouverture de la période imposable définie ci-dessus tout en restant au service de la société.

Pour la détermination des bénéfices des sociétés et associations autres que par actions qui possèdent la personnalité juridique, ainsi que des sociétés de personnes à responsabilité limitée, il est exclusivement tenu compte des bénéfices non alloués ou non attribués;

2° les rémunérations et revenus fixes et variables alloués ou attribués, même en vertu d'un contrat d'emploi, aux associés ou ex-associés, actifs et non actifs, dans les sociétés autres que par actions visées au 1° et dans les sociétés de personnes à responsabilité limitée, même si ces personnes ont perdu la qualité d'associé après l'ouverture de la période imposable définie ci-dessus tout en restant au service de la société;

3° les profits obtenus grâce à des occupations lucratives visées à l'article 25, § 1er, 3°, des lois coordonnées susdites, de nature industrielle, commerciale ou agricole.

Article 2.-

§ 1er. Est considérée comme exceptionnelle au sens de l'article 1er, la partie des revenus réalisés pendant la période imposable, qui dépasse :

1° soit les revenus de même nature, déclarés ou imposés pour celui des quatre exercices précédents qui est le plus avantageux pour le contribuable. Ces revenus sont toutefois majorés, le cas échéant, des pertes professionnelles qui en ont été déduites conformément à l'article 32, § 1er, alinéas 2 et 3, des lois coordonnées

.../...

relatives aux impôts sur les revenus. L'exercice précité est dénommé "période de référence" dans les dispositions qui suivent;

2° soit une somme correspondant, pour une période de douze mois, à 8 p.c. du total formé par le capital social réellement libéré restant à rembourser et les réserves; le capital et les réserves sont éventuellement multipliés par les coefficients mentionnés à l'article 15, § 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Le capital et les réserves à considérer sont ceux qui existent à la fin de la période imposable, à l'exclusion des sommes correspondant à des plus-values de réévaluation visées à l'article 26, § 2, 4°, à l'article 27, § 2bis, ou à l'article 86, § 1er, des dites lois coordonnées, ainsi que des réserves constituées au cours de la période imposable;

3° soit une somme correspondant, pour une période de douze mois, à 8 p.c. du total formé par le capital social réellement libéré restant à rembourser et les réserves tels qu'ils existent à la fin de la période imposable, à la seule exclusion des réserves constituées au cours de cette même période.

La somme prévue au 2° ou au 3° est augmentée, pour les sociétés par actions, du montant des rémunérations fixes versées au cours de la période de référence aux personnes énumérées à l'article 25, § 1er, 2°, littera b, des lois coordonnées précitées.

.../...

Dans les sociétés et associations autres que par actions, le capital investi, tel qu'il est défini ci-dessus, peut être invoqué par chaque associé à concurrence de ses apports; le solde éventuel du capital et les réserves sont comptés à la société;

4° soit une somme de 400.000 francs pour douze mois d'activité de la période imposable.

En toute éventualité, il n'y a lieu à taxation que dans la mesure où, pour les exercices 1948 à 1952, l'ensemble des revenus énumérés à l'article 1er et qui ont servi de base à la taxe professionnelle ou à la taxe mobilière, suivant le cas, dépasse le total formé par l'intérêt calculé à 4 p.c. sur la base du capital investi existant à la fin de chacun de ces exercices.

Pour l'application de la présente disposition, le capital investi est celui qui est défini au § 1er, 2° et 3°, ci-dessus.

§ 2. Le bénéfice de référence du contribuable sera calculé d'office suivant la formule qui lui est la plus favorable.

.../...

§ 3. Lorsque la période imposable et la période de référence sont de durée inégale, les bénéfices de la période de référence sont augmentés ou réduits prorata temporis.

§ 4. Il ne peut être tenu compte, pour déterminer les revenus déductibles obtenus pendant la période de référence, des rectifications de revenus qui auraient été faites spontanément par l'intéressé après le 1er mars 1951.

Articles 3, 4 et 5 -

...(texte du projet du Gouvernement) ...

Article 6.-

Le Ministre des Finances, ou son délégué, accorde aux redevables qui, pendant la période imposable, ont effectué des investissements nouveaux en matériel et outillage dont le prix d'acquisition excède 50.000 francs et qui sont reconnus par lui d'intérêt général, une réduction de la base imposable à concurrence de 30 p.c. dudit prix d'acquisition.

Articles 7, 8, 9,10,11 et 12 -

...(texte du projet du Gouvernement, sous réserve de l'observation ci-dessus) ...

.../...

Article 13.-

Toute modification apportée après le 31 décembre 1950 aux dispositions statutaires en vigueur quant à la date de clôture des écritures à arrêter postérieurement au 30 décembre 1951 et ayant pour effet de soustraire le redevable, partiellement ou totalement, à l'application de la loi, sera sans effet quant à cette application.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Verschillende artikelen van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet zijn een herhaling van teksten uit de wet van 10 Januari 1940 en van de wet van 16 October 1945.

De Raad van State heeft zoveel mogelijk vermeden die bepalingen te verbeteren; de voorzichtigheid gebiedt immers de vroegere teksten te behouden, zelfs wanneer de redactie er van niet feilloos zou zijn, omdat de rechtspraak hun betekenis heeft vastgelegd en een vormwijziging opnieuw aanleiding kan geven tot betwistingen en twijfel kan wekken aangaande interpretaties, die als definitief worden beschouwd.

\+

\+ \+

De in artikel 7, § 3, bedoelde vermindering van 20 t.h. kan niet van toepassing zijn op de belastingschuldenaars wier dienstjaar met het kalenderjaar overeenstemt, dit wil zeggen, op de meeste belastingschuldenaars.

\+

\+ \+

Voor het overige, stelt de Raad van State voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst:

.../...

ONTWERP VAN WET TOT INSTELLING VAN EEN BIJBELASTING OP HET UITZONDERLIJK GEDEELTE VAN BEPAALDE INKOMSTEN VAN HET DIENSTJAAR 1952.

---

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën wordt ermede belast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Een bijbelasting wordt geheven op het uitzonderlijk gedeelte van de hierna opgesomde inkomsten, verwezenlijkt in België of in het buitenland gedurende het jaar 1951 of, wanneer het belastingschuldenaars betreft wier regelmatige boekhouding niet met het kalenderjaar overeenstemt, gedurende het boekjaar afgesloten in de loop van het jaar 1952 :

1° de winsten van om het even welke nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven, in artikel 25, § 1, 1°, der samengeordende wetten betreffende de inkomstenbelastingen bedoeld.

Bij de vaststelling van de winsten der vennootschappen op aandelen wordt rekening gehouden met de niet-uitgekeerde winsten, met de uitgekeerde dividenden alsmede met de vaste en veranderlijke bezoldigingen toebedeeld of toegekend, zelfs krachtens een bediendencontract, aan de beheerders, commissarissen en andere

.../...

personen opgenoemd in artikel 25, § 1, 2°, littera b, van de voormelde samengeordende wetten, zelfs indien deze personen na de aanvang van het hierboven bepaald belastbaar tijdperk die hoedanigheid verloren hebben doch in dienst van de vennootschap gebleven zijn.

Bij de vaststelling van de winsten der vennootschappen en verenigingen andere dan op aandelen, welke rechtspersoonlijkheid bezitten,en der personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid,wordt alleen rekening gehouden met de niet toebedeelde of niet toegekende winsten;

2° de bezoldigingen en vaste en veranderlijke inkomsten toebedeeld of toegekend, zelfs krachtens een bediendencontract, aan de werkende en stille vennoten of gewezen vennoten in de vennootschappen andere dan op aandelen bedoeld onder 1° en in de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, zelfs indien deze personen de hoedanigheid van vennoot na de aanvang van het hierboven bepaald belastbaar tijdperk hebben verloren doch in dienst van de vennootschap zijn gebleven;

3° de baten verkregen ingevolge winstgevende betrekkingen met nijverheids-, handels- of landbouwkarakter, welke in artikel 25, § 1, 3°, van de voormelde samengeschakelde wetten bedoeld zijn.

Artikel 2.-

§ 1. Als uitzonderlijk in de zin van artikel 1 wordt beschouwd het gedeelte van de inkomsten gedurende het belastbaar tijdperk verwezenlijkt, dat hoger is dan :

.../...

1° hetzij de inkomsten van dezelfde aard, aangegeven of belast voor datgene van de vier vorige dienstjaren dat voor de belastingplichtige het voordeligste is. Deze inkomsten worden nochtans, bij voorkomend geval, verhoogd met de bedrijfsverliezen die er werden van afgetrokken overeenkomstig artikel 32, § 1, tweede en derde lid, van de samengeschakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen. Dit dienstjaar wordt in de onderstaande bepalingen "referentietijdperk" genoemd;

2° hetzij een bedrag overeenstemmend, voor een periode van twaalf maanden, met 8 t.h. van de som van het werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal dat nog terug te betalen blijft en van de reserves; het kapitaal en de reserves worden eventueel vermenigvuldigd met de coëfficiënten in artikel 15, § 2, der samengeschakelde wetten betreffende de inkomstenbelastingen vermeld. Als kapitaal en reserves worden in aanmerking genomen die welke op het einde van het belastbaar tijdperk bestonden, met uitsluiting van de sommen die overeenstemmen met herschatting bedoeld in artikel 26, § 2, 4°, in artikel 27, § 2 bis, of in artikel 86, § 1, van genoemde samengeschakelde wetten, van de reserves aangelegd in de loop van het belastbaar tijdperk;

3° hetzij een bedrag overeenstemmende, voor een periode van twaalf maanden, met 8 t.h. van de som van het werkelijk gestort maatschappelijk kapitaal dat nog terug te betalen blijft en van de reserves zoals beide bestonden op het einde van het belastbaar tijdperk, met als enige uitzondering de reserves, in de loop van hetzelfde tijdperk aangelegd.

.../...

Voor de vennootschappen op aandelen wordt het bedrag, in 2° of 3° bedoeld, verhoogd met het bedrag der vaste bezoldigingen in de loop van het referentietijdperk uitgekeerd aan de personen die in artikel 25, § 1, 2°, littera b, van voormelde samengeschakelde wetten zijn genoemd.

In de vennootschappen en verenigingen andere dan op aandelen, mag het belegd kapitaal zoals het hierboven werd bepaald door iedere vennoot tot het beloop van zijn inbreng worden ingeroepen; het eventueel saldo van het kapitaal en de reserves worden aan de vennootschap aangerekend;

4° hetzij een bedrag van 400.000 frank voor twaalf maanden activiteit gedurende het belastbaar tijdperk.

In ieder geval bestaat er slechts reden tot aanslag in de mate waarin, voor de dienstjaren 1948 tot 1952, de gezamenlijke winsten opgesomd in artikel 1 en die, naar het geval, tot grondslag van de bedrijfsbelasting of van de mobiliënbelasting gediend hebben, hoger zijn dan het bedrag bekomen door de rente tegen 4 t.h. berekend op het belegd kapitaal bestaande op het einde van elk van die dienstjaren.

Voor de toepassing van deze bepaling is het belegd kapitaal datgene bepaald in § 1, 2° en 3°, hierboven.

.../...

§ 2. De referentiewinst van de belastingplichtige wordt van ambtswege volgens de hem voordeligste formule berekend.

§ 3. Wanneer het belastbaar tijdperk en het referentietijdperk van ongelijke duur zijn, worden de winsten van het referentietietijdperk prorata temporis verhoogd of verlaagd.

§ 4. Voor de vaststelling van de gedurende het referentietijdperk behaalde aftrekbare winsten mag geen rekening worden gehouden met de rectificatiën van inkomsten welke de betrokkene na 1 Maart 1951 spontaan mocht gedaan hebben.

Artikelen 3, 4 en 5.-

... (tekst van het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 6.-

De Minister van Financiën, of zijn afgevaardigde, verleent aan de belastingschuldenaars die gedurende het belastbaar tijdperk nieuwe beleggingen in materieel en uitrusting gedaan hebben waarvan de kostprijs 50.000 frank overtreft, en waarvan hij het openbaar belang heeft erkend, een vermindering van de belastbare basis ten belope van 30 t.h. van gezegde kostprijs.

Artikelen 7, 8, 9, 10, 11 en 12.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, onder voorbehoud van de boven gemaakte opmerking) ...

.../...

Artikel 13.-

Iedere wijziging na 31 December 1950 aangebracht in de geldende statutaire bepalingen aangaande de datum van afsluiting van de na 30 December 1951 af te sluiten geschriften, en die tot gevolg heeft de belastingschuldenaar geheel of gedeeltelijk aan de toepassing van de wet te onttrekken, zal voor die toepassing zonder uitwerking blijven.

Gegeven te , .

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| Messieurs : de Heren : | J.SUETENS, | premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State, | président voorzitter |
| | M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN, | conseillers d'Etat, raadsheren van State, | |
| | P.COART-FRESART, P.ANSIAUX, | assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | G.PIQUET, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier, griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.